

# **DECLARATION commune CGT, CFDT, FSU, UNSA, Solidaires, FO du 19 MARS 2009**



**Nous ne pouvons pas ne pas évoquer, aujourd'hui, le combat des Guadeloupéens, de Martinique et de la Réunion dont les effets de la crise ont des conséquences encore plus dramatiques qu'en métropole. Nous pouvons saluer leur victoire. Victoire d'une mobilisation sans précédent qui montre également que quand l'unité prévaut, il devient difficile pour le gouvernement et le patronat de casser un mouvement. Leur lutte conjuguée à celles de milliers d'entreprises et secteurs durant cette dernière période montre l'enracinement de revendications légitimes comme élément de réponse à la crise.**

**Le 29 janvier dernier, nous étions 2 millions 500 milles manifestants a arpenter les rues de 295 villes du pays pour dire haut et fort au chef de l'Etat et au patronat que les salariés, les retraités, les privés d'emploi, ne sont en rien responsables de la crise et refusent d'en être les premières victimes.**

**Ce n'est pas la peur ou le supposé manque de confiance des français qui explique cet évènement social exceptionnel mais bien la ferme volonté de dire « ça suffit » et d'imposer d'autres choix économiques et sociaux.**

**Sarkozy a certes été obligé d'entendre la rue et a tenté de désamorcer le mécontentement social en convoquant, le 18 février dernier, un sommet social. Force est de constater qu'entendre n'est pas écouter. De ce point de vue, les mesures annoncées relèvent plus du saupoudrage et de l'incantation que de véritables mesures structurelles permettant de sortir de la crise économique, le tout sans remettre en cause les réformes antérieures et celles annoncées.**

**Comparés aux quelques 42 milliards d'euros, notamment les 15 milliards du paquet fiscal qui commence d'ailleurs à faire débat dans les rangs de droite, les 8 milliards d'exonération de la taxe professionnelle entre autres, sans parler des 71 milliards de niches fiscales et des 51 milliards de profits réalisées par les entreprises du CAC 40 en 2008, consentis au patronat et à la finance, le président n'accorde qu'à peine 2,6 milliards**

d'euros si l'on retient l'hypothèse haute qui bénéficieront à la minorité de salariés la plus frappée par la crise. C'est quand même loin des 6 milliards d'euros offerts chaque années aux grandes fortunes par la loi TEPA. Le niveau de ces mesures représente seulement 0,14 points du PIB. « *Nous sommes loin du consensus selon lequel il faut une relance à 2 points du PIB soit 50 milliards d'euros* » comme le précisait Eric Heyer, économiste à l'observatoire français des conjonctures économiques (OFCE)

Le compte n'y est pas. Il ne s'agit pas pour nous d'obtenir quelques pansements sur les dégâts sociaux de la crise, même si des mesures ponctuelles en faveur de telle ou telle catégorie peuvent les atténuer, il s'agit de modifier en profondeur le système économique remettant en cause la logique de baisse du « coût du travail » défendue par le patronat depuis 25 ans et soutenue par les gouvernements successifs par des mesures dites d'aides à l'emploi dont l'efficacité reste à démontrer.

Aujourd'hui, vie chère, chômage, précarité touchent tous les salariés, ceux du privé comme ceux du public, mis à l'index et traité il y a peu de nantis et privilégiés.

Sarkozy et Parisot, veulent « moraliser » et « réguler » le système, ils se présentent comme les pourfendeurs des patrons voyous ou des banquiers sans scrupules, mais ils n'apportent aucune réponse concrète de nature à sortir de la crise. Aucune inflexion sur les politiques d'emploi, de salaires, de contrôle des aides publiques et de justice sociale. Pourtant, la question décisive d'un nouveau partage des richesses reste plus que jamais d'actualité. Face à l'indignation de l'opinion publique, le Président a même évoqué la nécessité d'un autre partage des profits le 5 février dernier, mais vite oublié le 18 février dernier lors du sommet social. Il est vrai que le MEDEF l'a vite ramené à la raison considérant qu'il s'agissait là d'une « *atteinte au droit de propriété des entreprises* ».

Les salariés ne sont pas dupes du déséquilibre entre les aides accordées aux banques et aux entreprises et ce qui revient aux salariés dans les mesures gouvernementales. Le sentiment d'injustice se double désormais d'une conscience accrue de l'inefficacité des mesures dites de « relance ». C'est ce qui cimente l'unité de nos organisations syndicales. Nous ne sommes en rien responsables de cette crise, mais nous en sommes les principales victimes. Les réponses à nos revendications sont légitimes. Le cynisme et l'arrogance avec lesquels le MEDEF et le gouvernement y répondent ne peuvent générer que colère et indignation. Ainsi, ils continuent d'opposer la relance par l'investissement à la relance par

la consommation, alors que celle-ci constitue le principal moteur de croissance. Ils se gardent bien de faire un geste en direction des salaires, mais ils n'hésitent pas à justifier la suppression de la taxe professionnelle dont la contrepartie sera financée par de nouvelles taxes pour les salariés notamment. Alors qu'il évoque le partage des profits comme je l'ai dit tout à l'heure, SARKOZY reste muet sur le triplement des dividendes touchés par l'Etat actionnaire lui-même entre 2005 et 2008. Il affiche sa volonté de donner la priorité à l'emploi, mais maintient son choix de ne pas remplacer un fonctionnaire sur deux. Il accorde une aide de 6 milliards aux constructeurs automobile en échange d'un engagement à ne pas licencier, mais 48 heures plus tard, PSA confirme son plan de suppression de 6000 emplois et Renault maintient son plan de départs volontaires touchant 4000 emplois. Rappelons de surcroît que l'Etat est actionnaire de Renault à hauteur de 15%.

Nous n'acceptons plus l'inacceptable. Nous avons raison d'être mobilisés le 29 janvier. Nous avons toujours raison aujourd'hui. Demain les organisations syndicales se rencontreront à nouveau afin d'apprécier la journée d'aujourd'hui et déciderons de la suite à donner. Gageons que si aucune inflexion n'est avancée du côté patronal et gouvernemental nous appellerons à nouvelle journée de mobilisation. L'heure n'est pas à la renonciation ni à la fatalité. Celle-ci triomphera que si l'on y croit. (S. de Beauvoir)